



Programme d'apprentissage conjoint sur le financement de la santé et la couverture santé universelle

UN PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS
DE DEUX ANS À L'INTENTION DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE PLAIDOYER
ET LA REDEVABILITE EN FAVEUR DU
FINANCEMENT DE LA SANTÉ POUR
LA CSU

Qui sommes-nous ?

- Nous sommes un consortium d'organisations de la santé mondiale – **le Mécanisme de financement mondial, le Fonds mondial, le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, Gavi et CSU2030** – associés à des partenaires régionaux – **Impact Santé Afrique (ISA)** et **WACI Health** – dans le but d'élaborer et d'offrir un programme de formation et de soutien en matière de plaidoyer et de responsabilité budgétaires pour la CSU en Afrique subsaharienne.
- Ce partenariat unique en son genre tire profit des synergies entre les initiatives des différentes organisations de la santé mondiale, comme le **Plan mondial de lutte contre le sida, le programme de CSU** et la **riposte au COVID-19**, et procure un soutien coordonné, harmonisé et durable à l'intégration de la société civile dans ces programmes.
- On compte 20 pays participants, 10 de chaque sous-région : **Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Libéria, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad** et **Togo**.

Pourquoi importe-t-il d'appuyer l'engagement des OSC dans le financement de la santé ?

- Les organisations de la société civile (OSC) sont un rouage essentiel d'un mouvement basé sur l'équité et axé sur la personne en faveur de la CSU.
- La société civile devrait être capable de plaider avec plus de vigueur pour l'accessibilité et la qualité des soins de santé, notamment par la participation active des organisations de la société civile (OSC) dans les plateformes multipartites.
- Dans un contexte où les pays d'Afrique subsaharienne peinent à tenir les engagements de la Déclaration d'Abuja (dépenses publiques en santé équivalant à au moins 5 % du PIB et 15 % des dépenses publiques), il apparaît essentiel d'aborder la question de la mobilisation des ressources, en particulier les ressources nationales, pour l'atteinte de la couverture santé universelle (CSU).
- La société civile occupe une place grandissante dans le plaidoyer en faveur du financement de la santé et de la redevabilité. Cependant, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les difficultés à l'échelle mondiale et nationale. Nombre de ressources des programmes de santé de base ont été réaffectées à la lutte contre la pandémie. Des gains durement acquis contre les maladies transmissibles ont été perdus, et les services de santé de base, déjà fragilisés, ont été mis à rude épreuve.
- Les OSC, qui ont elles-mêmes dû trouver des moyens de riposter au COVID-19, ont démontré leur capacité de mobilisation communautaire, de sensibilisation et d'utilisation de données probantes pour la prise de décision.

L'objectif de notre programme

- Notre programme vise à constituer une cohorte de formateurs en développement des capacités, qui dispenseront des formations sur le financement de la santé, la CSU et le plaidoyer en faveur des budgets à des intervenants nationaux de la société civile, à des organisations des médias et à des représentants élus, et qui fourniront un soutien continu aux activités des OSC dans les pays en matière de plaidoyer en faveur des budgets et de redevabilité.



Remise de diplômes au Nigéria

- Notre but est de promouvoir une collaboration multipartite qui, par des mécanismes constructifs, tiendra les gouvernements et les donateurs responsables de l'allocation et de l'utilisation équitables des financements de la santé.
- Nous autonomisons les militants et les intervenants locaux grâce à une formation donnée par la société civile et dans l'intérêt de la société civile.

Notre fonctionnement



Le programme s'articule en deux phases et trois piliers :

PHASE 1 - APPRENTISSAGE :	PHASE 2 - SOUTIEN :
<ul style="list-style-type: none"> ● PILIER 1 : Formation des formateurs régionale en ligne (anglophone et francophone). 	<ul style="list-style-type: none"> ● PILIER 3 : Mise en pratique des apprentissages avec le soutien d'un développement des capacités adapté aux besoins, d'une assistance technique, du mentorat et de subventions.
<ul style="list-style-type: none"> ● PILIER 2 : Formation pratique et appliquée sur le développement des capacités des OSC touchant le plaidoyer et la redevabilité en matière de financement de la santé pour la CSU. 	



Les formations dispensées dans le pays ont permis à des OSC :

- ▶ de relever les inefficacités dans les allocations budgétaires en santé par rapport aux besoins, et de formuler des recommandations pour une allocation optimale ;
- ▶ de comprendre les processus budgétaires nationaux et de relever les occasions d'influer sur les allocations budgétaires en santé ;
- ▶ de surveiller l'exécution des budgets de santé et de formuler des recommandations pour résoudre les goulots d'étranglement conduisant à une faible absorption ;
- ▶ de produire et de présenter des notes de politique fondées sur des données probantes, des articles de journaux ou de revues, etc. ;
- ▶ de prendre contact et de collaborer avec des partenaires ou influenceurs clés ;
- ▶ d'établir les priorités en matière de financement de la santé et de préparer un plan de plaidoyer et de responsabilité en faveur de ces priorités.

Citations de participants



« Ce cours en financement de la santé est très intéressant, notamment le partage des expériences avec nos homologues d'autres pays francophones, qui évoluent souvent dans des contextes semblables. Je recommande de joindre cette première mouture de formateurs dans la dissémination des apprentissages à l'échelle des pays. »

Formateur national,
Sénégal



« Le programme d'apprentissage conjoint est un pas dans la bonne direction ! Outre l'acquisition et le partage de connaissances, qui sont ensuite diffusées dans le pays, la formation est l'occasion de rencontrer des militants brillants et passionnés de la région et du Nigéria. La formation est un catalyseur de collaboration et de partenariat. Un grand merci à tous les donateurs qui l'ont rendue possible ! »

Formateur national,
Nigéria



« Ce cours m'a beaucoup appris. Même s'il s'agit d'un cours intensif, chaque session en ligne est explicite et basée sur des exemples pratiques. Les échanges d'expériences entre les pays sont très enrichissants et nous permettent d'apprendre les uns des autres. »

Formateur national,
Côte d'Ivoire



« La formation du PCA sur la CSU, le financement de la santé et la redevabilité budgétaire au Nigéria m'a vraiment ouvert les yeux en tant que journaliste de développement. Avec les connaissances que j'ai acquises, j'ai commencé à explorer les tendances du financement de la santé, à suivre les dépenses gouvernementales et à défendre une position. »

Participant,
Nigéria



« C'était une belle occasion de se plonger dans le cadre politique et juridique du financement de la santé en Ouganda, et de comprendre comment le financement de la santé peut influencer d'autres aspects socio-économiques, comme la pauvreté, l'inégalité des revenus et le développement global du capital humain. J'ai très hâte de voir nos formateurs locaux utiliser les connaissances et les compétences qu'ils ont acquises pour plaider en faveur de la CSU et le financement national de la santé en Ouganda. »

Formateur national,
Ouganda

Principaux faits saillants et réalisations de l'année

- **Capacité de formation** : formation de **40 formateurs africains** sur le plaidoyer et la redevabilité en matière de financement de la santé pour la CSU. Cette nouvelle cohorte de personnes-ressources techniques pourra désormais appuyer les initiatives locales, nationales et régionales de plaidoyer et de responsabilité.
- **Formation sur le financement de la santé** : apprentissage approfondi des concepts clés du financement de la santé et des défis rencontrés par les intervenants communautaires et de la société civile dans les pays. La formation brossait un portrait fidèle du paysage du financement de la santé et des processus budgétaires. En moyenne, 20 représentants de la société civile ont assisté à ces séances offertes dans les pays, ce qui signifie qu'environ **400 OSC ont bénéficié de la formation**. En outre, on peut compter sur les coalitions et les réseaux d'organisations de la société civile pour continuer à disséminer ces apprentissages en vue d'améliorer les capacités de plaidoyer.
- **Programme de formation dirigé par le Sud** aux nombreux résultats : solutions adaptées, pratiques et créatives assurant la mise en œuvre réussie de la formation dans les pays ; partenariats avec le secteur privé ; formations hybrides, en personne et en ligne ; utilisation des médias sociaux et des groupes Internet pour le partage d'information et la collaboration à distance ; sollicitation des médias pour attirer l'attention sur le programme de développement des capacités et les efforts dans les pays pour augmenter le financement de la CSU ; participation d'experts et de praticiens locaux.
- **Capacité institutionnelle** : renforcement de deux organisations dirigées par des femmes du Sud – ISA et WACI Health – notamment en matière de capacité à appuyer le leadership de la société civile du Sud dans le plaidoyer en faveur du financement de la santé pour la CSU.
- **Capacité de collaboration** entre les OSC du domaine de la santé et les autres OSC favorisant une approche multisectorielle.
- **Cadre consultatif** établi pour le dialogue entre les OSC et les institutions publiques, les parlementaires, les médias et les partenaires de développement.
- **Plans d'action nationaux de haut niveau pour le plaidoyer et la redevabilité** mettant l'accent sur les priorités de financement de la santé propres à chaque pays.

Observation et apprentissages

- Dans leur autoévaluation, certains participants ont donné à leur connaissance et à leur compréhension du financement de la santé une note plus haute avant la formation qu'après celle-ci. C'est que la formation leur a montré à quel point le sujet était complexe, beaucoup plus qu'ils ne l'imaginaient. Voilà pourquoi nous continuerons, avec la Phase 2, d'offrir des séances et des ateliers intensifs de formation consacrés à l'approfondissement de certains sujets techniques et complexes.

Prochaine étape : Phase 2, soutien continu au cours des 12 prochains mois

- ▶ Ateliers intensifs réguliers sur des sujets choisis en financement de la santé
- ▶ Assistance technique d'experts internationaux, régionaux et locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux en matière de plaidoyer et de responsabilité
- ▶ Subventions pour le cofinancement d'activités dans le cadre des plans d'action
- ▶ Réunions de réseautage et de coordination pour faciliter l'apprentissage, les échanges et la collaboration Sud-Sud.

Partenaires du programme d'apprentissage conjoint pour les OSC

